



Séminaire doctoral

Le risque et le rapport à l'incertitude, une lecture pluridisciplinaire.

ThésosRisk est un collectif de doctorants grenoblois issus à la fois de sciences humaines et sociales et de sciences naturelles, ayant un point commun : celui de s'intéresser à la notion de risque mais sous des approches différentes. Les séminaires organisés ont permis de confronter les différentes approches du risque en réunissant les catégories concernées : les chercheurs, les représentants de la société civile, les opérationnels et les décideurs. Chaque séminaire fut l'occasion de mettre en évidence les points communs, les différences, les attentes et les limites de chaque acteur dans la gestion du risque. ThésosRisk se veut donc être un acteur de l'animation scientifique, afin de promouvoir l'échange interdisciplinaire par la confrontation et la mise en perspective des différentes approches et de travailler autour de cette notion. Notre objectif est d'opérer un décentrage sur la question du risque tant d'un point de vue scientifique qu'opérationnel. Quels sont aujourd'hui les rapports entre les acteurs du risque ? Quelles évolutions sont possibles pour la notion de risque ? Entre toutes ces approches, que peut-on faire pour favoriser l'interdisciplinarité ? Quels points peuvent se connecter ? Quels points sont problématiques ?

Pour approcher ces questions, ThésosRisk a donc choisi de faire intervenir indépendamment les catégories d'acteur au cours de séminaires suivis de débats. Le dernier séminaire fut l'occasion de faire la synthèse des interventions, de mettre en évidence de manière transversale les apports de chaque séminaire. Pour cela, ThésosRisk a étudié et comparé les postures des intervenants, ce qui a permis de mettre en valeur les glissements, les récurrences mais aussi les décalages entre ce que les intervenants souhaitaient nous présenter initialement et ce dont ils nous parlent finalement au cours des débats. La comparaison entre les intentions affichées et le discours finalement observé a donc permis de mettre en évidence des décalages et de faire le lien entre les différents séminaires.

Le séminaire 1 a réuni des chercheurs, issus à la fois de Sciences Humaines et Sociales avec un historien, un sociologue, un géographe et de Sciences Naturelles avec un modélisateur avalanche, un sismologue et un hydrologue. L'intention des chercheurs était de nous présenter leurs terrains d'étude, leurs outils et leurs moyens. Ils ont évoqué les modèles numériques, leurs bases de données, expliqué quelques méthodes pour nous présenter la manière dont ils abordent le risque : par l'aléa. Il s'agissait donc de propos techniques. Ils ont également voulu souligner plusieurs points. Premièrement, leurs approches de l'aléa sont guidées à la fois par l'histoire et par l'Etat. Deuxièmement ils ont souligné les limites inhérentes à leur discipline et à leurs outils, en particuliers l'incertitude qui se retrouve à toutes les étapes de caractérisation de l'aléa. Donc les chercheurs communiquent sur leurs connaissances et leurs méconnaissances. C'est sous cette dualité connaissance – méconnaissance qu'ils analysent et présentent l'aléa. Cependant cette manière d'approcher l'aléa et de le présenter n'est a priori pas une décision de leur part mais une résultante de la pression des décideurs et des pratiques historiques. Au cours du débat, les chercheurs présentent quelques réticences vis-à-vis de cette façon d'aborder l'aléa, le risque. Ils mettent notamment en évidence les limites de l'administratif. Comment sont fixées les normes ? Quelle est leur légitimité ? Comment appliquer ces normes sur un territoire en particulier ? Sont-elles homogènes ? Ne sont-elles pas parfois absurdes ? Le choix de la référence ne devrait-il pas se faire en fonction de l'acceptabilité du risque par une population sur un territoire ? Certes il y a des pressions de la société sur leurs études notamment en ce qui concerne l'incertitude de part les enjeux qui y sont liés (prise de pouvoir sur un territoire, décision, responsabilité) mais en échange, les chercheurs attendent plus de dialogue avec la société. Qu'attend la société des chercheurs ? Qu'est-elle prête à accepter ? Que peut-elle supporter ? Ces réponses auront une influence sur la façon dont les chercheurs présentent et orientent leurs études (partir de l'acceptable en terme de dégâts et remonter à la caractérisation de l'aléa) Comment afficher l'incertitude ? Comment la communiquer ? Quelle est son utilité ? Donc pour les scientifiques, le risque est a priori un problème technique et scientifique de qualification et de quantification, de

gestion de l'incertitude. Mais dans le débat, le risque devient un problème social. Les attentes de la société peuvent influencer les scientifiques, dans leur approche de l'aléa, leur manière de le communiquer. Ils insistent notamment sur l'importance de cette bonne communication pour l'appropriation collective qui doit être maximale pour une bonne gestion du risque. Ils renvoient donc beaucoup de questions à la société civile.

Le séminaire 2 faisait intervenir la société civile. Trois « types » d'association sont intervenus : des associations relevant des victimes qui parlent de vécu, de souffrance très concrète. Pour eux le risque c'est tous les jours, ils vivent sous le risque. Des associations militantes qui sont portées par des convictions citoyennes et politiques, qui peuvent être concernées par le risque mais pas seulement. Elles peuvent aussi vouloir porter un discours dans l'arène du risque. Et des associations de traducteurs qui vont avoir un discours conventionnel décontextualisé. Ils se placent dans le champ du risque dans une perspective de traduction. L'intention de toutes les associations était d'évoquer la souffrance des gens. Le risque, c'est aujourd'hui, c'est demain, c'est mon corps, c'est la mort, c'est la perte des gens, c'est un traumatisme. Est apparu également le clivage Etat/société avec la perception que les pouvoirs publics peuvent agir contre les intérêts des citoyens. Pour les associations, ils gèrent le risque de manière déconnectée des gens qui eux vivent le risque au quotidien. Le troisième thème abordé par les associations est celui de l'incertitude. Selon eux, l'incertitude sert de cache misère, permet de justifier la non-implication politique des décideurs. Ils en appellent donc aux décideurs en leur demandant de prendre leurs responsabilités. Finalement le dernier thème évoqué fut celui du clivage expert/non expert. Les associations évoquent leurs difficultés à suivre les discussions dans les débats publics ou les comités car il s'agit de discours technique. Il en est de même avec les rapports lorsqu'ils y ont accès. Les associations souhaitent intervenir dans cette sphère du risque dans laquelle elles ont légitimement accès, mais les problèmes d'incompréhension sont un frein majeur. En conclusion de ce séminaire, il ressort une question d'attente des associations dans leur place vis-à-vis de l'Etat. Actuellement les associations de victimes et militantes ont le sentiment de servir de caution civile à l'Etat ou aux décideurs ; les associations de traducteurs sont dans une tonalité éducative, de transmission de la position de l'Etat. Les associations de victimes souhaiteraient donc plus d'échange et d'écoute, les associations militantes revendiquent la reconnaissance associée à leur légitimité. Les associations de traducteurs souhaitent être dans une perspective de transmission de l'information, de médiation. Globalement ce qui est revendiqué ce sont des échanges plus nombreux d'informations dans un langage commun.

Le séminaire 3 a réuni des opérationnels. Les mots clefs de ces intervenants, reflets de leurs intentions initiales, font exclusivement référence à leur métier et on observe un glissement progressif vers les limites rencontrées au cours des interventions et surtout du débat. Dans leurs présentations, ils décrivent les missions qui leur sont confiées et les moyens dont ils disposent. Il s'agit des moyens au sens large, comprenant aussi bien les moyens matériels et humains que les connaissances et l'expérience. Mais ces moyens sont limités. Un des thèmes qui ressort des interventions est l'importance de la communication. Celle-ci intervient à différents niveaux : partage des connaissances entre collègues, coordination des acteurs, concertation avec les citoyens,... Toutefois, ils sont gênés par la rotation du personnel dans l'administration. Ils ont également le sentiment d'un manque de communication avec les citoyens. Leur approche du risque est essentiellement technique, basée sur les normes. A l'origine, les normes ont été créées pour que tous les citoyens soient traités de la même façon mais elles sont inadaptées à la variété des territoires. Les aspects humains et affectifs jouent également un rôle important. C'est pourquoi, les opérationnels essaient de développer la notion de « culture du risque ». Cette notion a été évoquée par tous les intervenants mais chacun lui donne un sens différent. Cela pose la question de savoir si les risques doivent être gérés au niveau individuel ou collectif. Dans ce domaine, on constate deux évolutions opposées. D'un côté, on a les guides de hautes montagnes qui ont une profession individualiste mais qui essaient de construire une réflexion commune à leur métier. De l'autre côté, dans les domaines où la gestion des risques est assurée par l'Etat, ce dernier essaie de responsabiliser les citoyens. La question de la responsabilité n'apparaît pas dans les mots clefs : ce ne sont pas eux qui prennent les décisions. Cependant leurs discours laissent apparaître qu'ils font inéluctablement des choix et qu'ils peuvent être contraints à étudier les

possibilités de recours juridiques. Lors de ces choix, ils doivent également prendre en compte l'incertitude. Pour cela, ils se basent sur leur expérience et leur attitude peut être amenée à évoluer.

Finalement le séminaire 4 a fait intervenir quatre élus : maires, engagés au sein des communautés de communes, conseillers généraux, conseillers régionaux. Tous avaient au moins un double mandat : maire et vice président de communauté de communes, maire (ou maire-adjoint) et conseiller général ou régional ; et un décideur « technique », travaillant sur la plateforme chimique du Pont de Claix. Plusieurs éléments sont ressortis de cette séance. Tout d'abord, les intervenants (et particulièrement les élus) ont manifesté leur volonté d'assumer les décisions prises à propos des risques. Ceci laissant ainsi présager une transition de la responsabilité statutaire vers une capacité de décision revendiquée. Deuxième élément important, la notion d'incertitude est également présente chez les décideurs. Cette incertitude ne correspond pas à celle rencontrée par les scientifiques concernant les éventuels phénomènes. C'est une incertitude propre au système de gestion, insérée dans les dispositifs organisationnels. Elle est notamment liée au processus d'instruction et de gestion administrative des dossiers. Corrélativement un troisième élément marquant a été relevé, concernant la complexité des univers de gestion. En effet, les intervenants présents ont évoqué des contextes de gestion lourds, les restreignant pour l'action, et en particulier pour l'action liée à leur engagement politique sur la question du risque. Dernier point, une relative rigidité des modes de gestion et leur non-adaptabilité aux contextes locaux a été notée. Une plus grande malléabilité dans l'action de gestion est souhaitée. Certains intervenants remettent en cause les cadres de gestion. D'autres pointent leur caractère figé et « froid ».

En conclusion, suite à ces quatre séminaires, nous pouvons dégager des liens entre eux, utilisant l'allégorie de la patate chaude, avec de véritables glissements dans la thématique, avec des séminaires qui se sont renvoyés finalement la balle – la balle étant le risque.

Les chercheurs soulignent la question des normes, des seuils, mais aussi du contexte social dans lequel s'inscrit le risque, pointé par des chercheurs à la fois en sciences sociales mais aussi en sciences physiques, renvoyant d'une certaine manière à la société civile, principalement sur la participation de ces associations dans les dispositifs de gestion. Donc renvoyant d'une certaine manière à ceux qui les dirigent, les décideurs. Ceux-ci montrent une volonté de s'approprier la décision et toute la difficulté à être volontariste dans le domaine de la gestion du risque. Ils pointent également les freins organisationnels (rotation des interlocuteurs, rigidité des procédures) les empêchant de prendre politiquement en main la question du risque. Ces derniers renvoient le problème des cadres de gestion aux opérationnels, qui pointent le besoin de la prise en compte de la demande sociale dans l'exercice de gestion et de mise en œuvre de l'action publique. Ce dernier point nous préoccupe plus particulièrement, considérant que la sphère scientifique devrait se réapproprier ces questionnements. Il est intéressant de voir, le croisement entre la société civile et les opérationnels. D'une part, la société civile pointe l'humain, l'individu, le vécu, et, d'autre part, les opérationnels relèvent davantage l'intégration des gens dans les dispositifs de gestion. Et inversement, les chercheurs et les décideurs soulignent les freins, les difficultés à exercer leur métier sur le risque. En somme, les uns montrent le contexte social lourd influençant leurs travaux de recherche et les autres expriment le poids du système contraignant leurs volontés d'agir sur le risque.

Regard critique sur le cycle de séminaires Thés'o'Risk

A l'origine, les interventions devaient s'appuyer sur une intention générale. Celle-ci essayait d'appréhender la notion de risque via son plus petit dénominateur commun, à savoir l'incertitude et via l'utilisation de couples d'opposition (objet/catégorie, action/connaissance, internalisation/externalisation). Cependant, cette réflexion était fortement orientée Sciences Humaines et Sociales, de part la terminologie, les concepts employés. Par conséquent, la majorité des intervenants ne l'ont pas assimilée et le cycle de séminaires a été réorienté vers une démarche questions/débat, interrogeant les pratiques, les connaissances et leurs limites au sein de chaque groupe d'acteur. Par ailleurs, dans cette démarche, il est difficile d'avoir un échantillon exhaustif et représentatif des intervenants. Ainsi, certaines catégories d'acteurs n'ont pas été sollicitées : médias, préfecture, ministère, assurance, droit, services de secours, etc... Ce biais s'explique par la volonté

d'une gestion plus aisée de chaque séminaire (4 à 6 intervenants) et par nos listes de contacts respectives. Et puis, les intervenants n'étaient pas forcément représentatifs de leur groupe d'acteur en raison de "double casquette" (décideur et opérationnel, chercheur et opérationnel, ...), d'une surreprésentation des risques naturels vis-à-vis des risques technologiques. Ceci dit, la diversité des interventions apporte une certaine légitimité à nos synthèses des séminaires. Toutefois, ces synthèses sont issues de l'analyse des discours qui s'apparente à un exercice de rhétorique, idéalisant les relations entre acteurs alors que la réalité souligne le manque de moyens financiers, les échanges délicats entre acteurs et une influence politique significative.

Malgré les défauts précédemment cités, le bilan du cycle est positif. Les interventions ont été enrichissantes. On peut souligner la volonté de chaque intervenant de faire partager son quotidien, son questionnement, les limites à son action. Cette envie est peut-être due à l'absence de contrainte institutionnelle. Le comité de suivi et le public étaient également ravis de la qualité des échanges avec les intervenants.

Pour conclure d'un point de vue plus personnel, la démarche Thésorisk est bénéfique pour chacun d'entre nous. Malgré les efforts des premiers mois pour mieux connaître et comprendre les autres disciplines, la satisfaction d'avoir mené à bien ce cycle révèle Thésorisk comme un premier pas vers la pluridisciplinarité... à poursuivre en 2008!

